Economie

Peace Dividend Trust préconise « Haïti d'Abord »

Une gestion plus efficace et plus équitable des interventions internationales dans les pays en conflit débouche sur des missions moins coûteuses, plus réussies et plus bénéfiques pour les pays hôtes. C'est autour de cette philosophie que tourne l'action de la Peace Dividend Trust, une organisation canadienne créée en 2004 et qui s'active en Haïti depuis août 2009.

CYPRIEN L. GARY

PHOTOS : FRANCES CONCETTE

Salim John Loxley, le directeur pays de la Peace Divident Trust Haïti

Le staff de la PDT posant dans le bureau de l'organisation à Tabarre pour le compte du Nouvelliste

La Peace Dividend Trust (PDT), ONG canadienne: est présente en Haïti depuis août 2009 date à laquelle elle est venue encourager une pratique qui a déjà donné des résultats assez satisfaisants en Afghanistan et au Timor-Oriental. Cette pratique consiste à encourager les organisations internationales présentes dans le pays à consommer localement en vue de supporter et renforcer l'économie, à travers un projet dénommé « Haïti d'Abord » que la PDT se propose de lancer prochainement.

"Haïti d'Abord" est une politique prônée par les responsables de la PDT en vue de permettre aux ONG internationales fonctionnant dans le pays d'accroître leur impact par l'achat de biens et de ser-

Peace Dividend Trust préconise « Haïti d'Abord »

> PAGE 15

vices auprès des fournisseurs haïtiens. Ce projet est un facteur multiplicateur de l'aide internationale. Car, en encourageant les ONG et les autres organismes internationaux à dépenser une plus grande partie de leur budget dans le pays, l'impact sur l'économie haïtienne sera important, selon la philosophie de Haïti d'Abord qui s'appuie sur l'idée que plus d'achats locaux de la part des organisations internationales vont injecter plus d'argent dans l'économie, créer des emplois, encourager les investissements et renforcer les capacités des entreprises locales.

Pour mieux illustrer la valeur de la pratique de « Haïti d'Abord », le directeur pays de la PDT, Salim Loxley, a pris en exemple le cas d'une organisation qui dépense un million de dollars pour construire un hôpital avec des matériaux et services importés. Le produit final est juste un hôpital. Cependant, poursuit-il, l'organisation peut multiplier l'impact de son investissement en utilisant des fournisseurs locaux pour construire cet hôpital. Cela contribue à la fois à la restauration des moyens de subsistance, la génération de recettes fiscales et participe à la revitalisation du marché local.

Haïti d'Abord est d'autant plus salutaire pour l'économie du pays que, selon un rapport publié par l'USAID dans le courant de cette année, les entreprises haïtiennes touchent seulement 1,75 dollar sur chaque 100 dollars dépensés par l'USAID pour les contrats. Une situation à laquelle les responsables de la USAID veulent remédier à tout prix, en recourant à des partenaires locaux pour certains services et produits disponibles sur le marché local, confie M. Loxley. L'une des premières tâches que s'est donnée la PDT dans le cadre de l'application de ''Haïti d'Abord '', c'est la création d'un répertoire de fournisseurs locaux de services et de produits divers. Ce répertoire des affaires fournit aux acheteurs du marché haïtien et international un accès instantané à des entreprises locales vérifiées, organisées par secteur et zone qui peuvent fournir les marchandises et les services requis.

Selon Salim Loxley, la PDT a déjà enregistré sur son portail plus de 2 500 entreprises haïtiennes. « Nous encourageons l'achat local en faisant gratuitement le lien entre les acheteurs internationaux et les fournisseurs haïtiens à travers notre site web www.haiti.buildingmarkets.org », informe le responsable de PDT, qui affirme avoir facilité plus de 30 millions de dollars américains de transactions au profit des entrepreneurs haïtiens et de l'économie locale.

Pour construire ce repertoire, la PDT délègre un équipe de 17 personnes à travers le pays dont 8 à Port-au-Prince, 4 au Cap-Haïtien, 3 aux Cayes et 2 à Jacmel. Ces délégués ont la mission de rencontrer tous les chefs d'entreprises de ces régions aux fins de recueillir des informations clés concernant le genre d'activité qu'ils mènent. Ces informations seront ensuite mises à la disposition des ONG qui s'adresseront à ces entreprises pour d'éventuels achats.

Efficacité de l'approche "Haïti d'Abord"

L'approvisionnement local, c'est plus que le développement du secteur privé, c'est aussi une façon de contribuer à la paix sociale et à la mise en oeuvre des efforts de reconstruction. Cette approche a déjà été adoptée dans d'autres missions menées par l'ONU, le Département d'Etat et le Département de la Défense américaine, le Département pour le Développement international et le ministère de la Défense britannique. Elle est également conforme à l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet Haïti, la PDT a énuméré une série de mesures pratiques que les organisations internationales fonctionnant dans le pays doivent observer. Ces mesures consistent à :

- prioriser les entreprises haïtiennes dans le processus de passation de marchés, particulièrement celles qui commercialisent des biens produits localement;
- réduire la taille des contrats;
- simplifier et traduire les documents d'approvisionnement;
- assurer que les avis d'approvisionnement sont rédigés en français et en créole;
- améliorer les conditions de paiement (payer les fournisseurs dans les 30 jours);
- contribuer aux efforts visant à construire des listes de fournisseurs locaux qualifiés;
- assurer que plus de fournisseurs locaux sont conscients de leurs tâches et peuvent soumissionner pour des contrats d'ONG;
- fournir une formation aux fournisseurs locaux sur les protocoles de passation de marché et embaucher du personnel haïtien et renforcer les capacités locales.

De leur côté, le gouvernement et le secteur privé ont respectivement leur rôle à jouer pour une meilleure application de Haïti d'Abord. Le premier, en facilitant un environnement propice au bon fonctionnement de la société; et le second, en faisant des progrès dans le domaine des normes commerciales, de la capacité, du service à la clientèle et de la transparence.

Pour faciliter l'approche Haïti d'Abord et permettre aux fournisseurs locaux de pouvoir répondre à la demande des organisations internationales, la PDT offre des sessions de formation à ces derniers pour les aider dans la compréhension des méthodes de passation de marché et des exigences standards des services d'approvisionnement des organisations internationales. Il n'est pas toujours facile de trouver les appels d'offres et d'autres informations sur les opportunités d'affaires. Pour résoudre ce problème, la PDT collecte les appels d'offres et les distribue aux fournisseurs locaux.

Comme autre preuve de la volonté de la PDT de donner la priorité aux ressources et produits haïtiens, le personnel du bureau de ladite organisation logé à la JBE's Plaza au Boulevard 15 octobre, est constitué à 95% d'Haïtiens.

Cyprien L. Gary

PAGE 19 >

Origine de Haïti d'Abord

« Une gestion plus efficace et plus équitable des interventions internationales dans les pays en conflit débouche sur des missions moins coûteuses, plus réussies et plus bénéfiques pour les pays hôtes .» Cest la conclusion à laquelle ont abouti les réflexions de Scott Gilmore travaillant au Timor-Oriental au début des années 2000 pour le compte de l'Action canadienne pour le développement industriel (ACDI), a appris Le Nouvelliste lors d'un entretien avec le représentant pays de la Peace Divident Trust en Haïti, le Canadien Salim Loxley.

A la vue du nombre impressionnant d'ONG qui s'activaient dans ce pays, Scott Gilmore, actuel directeur exécutif de la PDT, s'est demandé à l'époque : Quel montant de leur budget dépensent-elles dans ce pays ? Que font-elles pour améliorer la situation économique de la population ? Car à cette époque, la plupart des produits et services dont ces ONG avaient besoin étaient commandés en Australie, explique M. Loxley.

Après une étude réalisée à ce sujet, Scott Gilmore a constaté en effet que moins de 10% du budget total des ONG étaient dépensés dans les pays où elles étaient en mission. Fort de cela, cet ancien cadre de l' ACDI a commencé à réfléchir sur les moyens d'améliorer cette situation et d'encourager ces organisations à investir plus dans le pays.

Ainsi, la PDT a été créée et sa première mission a démarré en 2006 en Afghanistan, puis au Timor, puis en Haïti, où l'organisation canadienne est arrivée en août 2009. Le but principal de ces missions de la PDT est d'augmenter le volume des transactions entre les ONG internationales qui ont beaucoup d'argent à dépenser et les fournisseurs et entrepreneurs locaux de façon à permettre à ces derniers de bénéficier de la manne économique que constitue la présence des travailleurs étrangers en terme de dépenses de consommation .

Se basant sur la théorie de l'économiste écossais John Maynard Keynes, Salim Loxley croit que si une partie de l'argent des ONG est consommée dans le pays, cela peut avoir un effet multiplicateur pour l'économie nationale et créer beaucoup plus de jobs. A cet effet, le représentant de la PDT a pris en exemple le cas de l'Afghanistan qui, selon les chiffres d'une enquête menée par la PDT, a montré que de 2006 jusqu'à la fin de mars 2011, environ 118 000 emplois ont été créés ou maintenus grâce à des activités de marché occasionnées par la politique prônée par la PDT.